

La conférence de Londres allie aides et pressions pour aider la Somalie

Arrib News, 24/02/2012 – Source AFP Les participants à la conférence sur la Somalie à Londres ont endossé jeudi une longue liste d'engagements dans l'espoir encore ténu de « rétablir la sécurité et la stabilité » dans ce pays d'après 20 ans de guerre civile, et de neutraliser « les pirates et les terroristes ». Le Premier ministre britannique David Cameron – hôte de la conférence qui a réuni une quarantaine de pays et une dizaine d'organisations internationales dont l'ONU, l'UE, l'Union africaine et la Ligue arabe – s'est déclaré encouragé par « les premiers signes de fragiles progrès » dans le cadre « d'un cheminement qui promet d'être long ».

Après s'être officiellement sorti de l'état de famine, le pays qu'environ un million de ses habitants ont fui est miné par la corruption et accueille sur son sol quatre armées africaines engagées contre les rebelles islamistes shebab, alliés à Al-Qaïda. Le communiqué final de la conférence dresse le catalogue de promesses de soutien politique, financier et humanitaire, accompagnées de mises en garde et de strictes conditions. La communauté internationale s'engage « à injecter un nouvel élan dans le processus politique, à renforcer l'Amisom (force de l'Union africaine en Somalie) » et « à intensifier les actions contre les pirates » – qui s'activent dans l'océan Indien – et « à lutter contre le terrorisme qui pose une menace sérieuse sur la sécurité en Somalie, dans la région et au niveau international ». Le Royaume-Uni, qui accueille une large communauté somalienne, n'a pas caché que son investissement dans le dossier était notamment dicté par la présence « d'un nombre substantiel de Britanniques dans les camps d'enfermement des shebab ». Sur la recommandation expresse de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, le texte souligne la détermination de la communauté internationale « à agir contre ceux qui s'opposent au processus de paix ». « Nous nous sommes entendus sur le fait que le mandat des institutions fédérales de transition se termine en août 2012. Il ne peut pas y avoir d'autres prolongations », soulignent les signataires en insistant pour que la future Assemblée soit représentative des vues du peuple somalien de toutes les régions. Mme Clinton a prudemment qualifié « d'ambitieux » le projet politique somalien. Mais échaudés par les échecs de plans régulièrement présentés, des diplomates n'ont pas caché en privé un certain scepticisme. « Les solutions importées de l'extérieur n'ont jamais marché, ne marchent pas et ne marcheront pas », a pour sa part tranché l'ONG Oxfam, alors qu'Amnesty International redoutait que les actions de la communauté internationale contribuent à une plus ample détérioration de la situation des droits de l'Homme. M. Cameron a de son côté commenté la création d'un « forum de stabilité locale » en précisant qu'il aurait notamment pour tâche de vérifier que l'aide internationale n'est pas détournée. L'urgence et l'ampleur de la tâche ont été soulignées par tous. « Il s'agit d'une opportunité que nous ne pouvons pas nous permettre de rater », a souligné le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. M. Cameron et divers participants ont également souligné leur détermination contre les pirates, en faisant en sorte qu'ils soient jugés dans la région. Le Premier ministre Abdiweli Mohamed Ali, présent jeudi au sein de l'hôtel de la conférence somalienne, aux côtés du président somalien Sharif Sheikh Ahmed et des représentants des régions sécessionnistes du Puntland et du Galmudug, avait souhaité un plan Marshall, pour aider son pays sur la voie de « la paix, la stabilité et la normalité ». Un nombre des avancées figure la décision par l'ONU de renforcer les effectifs de la force africaine en Somalie (Amisom), portés à 18.000 hommes. Son déploiement et l'engagement d'autres forces étrangères, kenyanes au sud et éthiopiennes au centre, ont permis un reflux des insurgés islamistes shebab, qui ont abandonné la capitale, perdu leur bastion de Baidoa (sud-ouest) mercredi, mais contrôlent encore plusieurs régions. Jeudi, ils ont promis de contrer « par tous les moyens possibles, tous les résultats de la conférence de Londres ». Au total, une cinquantaine de pays de la région et divers Etats occidentaux ou arabes notamment avaient répondu à l'appel, ainsi que l'ONU, l'Union européenne, l'Union africaine et la Ligue arabe. Une réunion de suivi est prévue en juin à Istanbul. En privé, nombre de diplomates ont souligné la fragilité du processus politique, après l'accord-cadre signé par les parties somaliennes samedi dernier, qui prévoit la mise en place d'une assemblée constituante chargée de définir les contours d'un futur Etat fédéral, et de préparer des élections à une date indéterminée.